



Charles Henneghien

UN FELLAH DANS LE HAUT-ATLAS.
S'affranchir de la tyrannie du régime féodal.

● Il est né en 1938 dans une famille de travailleurs pauvres, militants, révoltés. Bien avant l'indépendance et dès les premières années de son adolescence, il distribuait tous les jours des tracts ou collait des affiches sur les murs pour dénoncer le colonialisme français et l'occupation étrangère. A 17 ans, il adhère à l'Organisation des Jeunes populaires et, pour poursuivre ses études secondaires au lycée Moulay-Youcef de Rabat, il travaille au service des télécommunications du ministère des Affaires étrangères. Aussitôt après la création de l'Union nationale des Forces populaires (U.N.F.P.), il milite dans ses rangs, se consacrant principalement à la tâche de la formation de la jeunesse laborieuse : « C'est dans la prise de conscience de cette jeunesse, disait-il alors, c'est dans son éducation politique que réside l'avenir de notre pays, sa libération du joug de la féodalité et de ses oppresseurs... » Ses études terminées, il devient petit fonctionnaire chargé de la collecte des impôts dans les régions rurales, au sein d'une population misérable et dénuée... « Rien ne m'a autant révolté, répétait-il souvent, que le spectacle de nos paysans subissant l'arbitraire et l'exploitation des propriétaires fonciers nationaux et étrangers... C'est dans mes contacts quotidiens avec cette classe déshéritée que j'ai le mieux senti la nécessité d'une révolution qui rendrait la terre à ses véritables propriétaires, les fellahs... »

Grâce à une bourse de l'Union nationale des Etudiants marocains, il part en Allemagne orientale où il fait de brillantes études d'ingénieur en électronique. De retour au Maroc, il refuse maintes offres gouvernementales et décide de se consacrer à la vie politique. Il milite surtout parmi les ouvriers et les paysans, se penche particulièrement sur les problèmes et les souffrances des classes laborieuses. Vite il réalise que seule l'action concrète peut lui donner le sentiment de contribuer efficacement à la révolution qui s'impose dans son pays.

C'est un véritable révolutionnaire qui croit davantage en la nécessité de créer l'histoire que de l'écrire... ou de la lire.

Roger Viollet

L'ÉMIR ABDEL KRIM.
Le précurseur de la lutte armée populaire...

MAROC LA

Comment et pourquoi la nouvelle

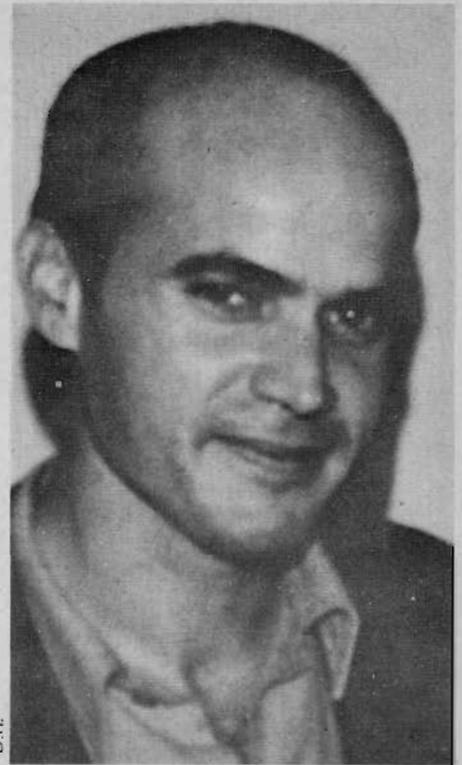
Il décide donc de se joindre à la Résistance palestinienne et, en 1969, il participe directement aux exploits des **fedayin** dans les territoires occupés. Courageux, déterminé, parlant peu mais le sourire confiant des militants révolutionnaires ne le quittant pratiquement jamais, il s'engage avec toute la force de sa foi et de ses convictions dans la lutte armée palestinienne — la seule qui soit susceptible de forcer le bouleversement des structures d'un pays soumis à l'oppression, la terreur et la domination. Pour lui, ses expériences palestiniennes devaient lui servir dans le combat libérateur qu'il allait rejoindre bientôt dans son propre pays, le Maroc.

Lorsque le gouvernement libyen du président Khédafi décide de mettre les antennes de sa radio à la disposition de l'opposition marocaine, il y apporte aussitôt sa contribution : qui ne se souvient, parmi les millions d'auditeurs marocains et autres de « la Voix de la Libération », émise de Tripoli, de ses analyses rigoureuses, de ses exposés clairs et précis, de ses brillantes études politiques et stratégiques qu'il commence à diffuser dès le mois de mars 1972 ? Il avait longuement étudié et tiré les leçons des dizaines de manuels sur les guerres de libération, la lutte armée, la guérilla. Il cherchait à en inculquer les principes et les éléments de base à ses compatriotes, à tous ceux qui étaient décidés à s'affranchir du joug de la monarchie et de sa terreur. Il voulait que les épreuves des autres servent de leçon à ceux qui se préparaient depuis plus de dix-huit mois à déclencher la nouvelle résistance armée au Maroc. Il souhaitait par-dessus tout que le sacrifice suprême qu'ils consentiraient, lui et ses camarades, ne soit pas vain, qu'il ouvre enfin la voie à la véritable libération de son pays. Il savait que le jour n'était désormais plus lointain où il allait participer à cette révolution armée sur son sol natal.

Ce jour arriva enfin, le 3 mars 1973. Et deux jours plus tard, à la tête d'un commando bien entraîné et bien armé, Mohamed Bennouna, le brillant ingénieur, payait de sa vie, à l'âge de 35 ans, l'exemple qu'il a toujours souhaité donner



L'ARMÉE DE LIBÉRATION MAROCAINE APRÈS L'INDÉPENDANCE.
Récupérée par le pouvoir royal...



MOHAMED BENNOUNA
Le premier martyr de la nouvelle
guerre de libération.

GUÉRILLA?

PAR
SIMON
MALLEY

A.F.P.

D.P.

guerre de libération nationale a été déclenchée

à son peuple. En attaquant le centre administratif de Goulmima, dans le Haut-Atlas, l'ancien lycée de Moulay-Youcef de Rabat, Bennouna, déclenchait la première et la plus importante opération de la nouvelle résistance armée du peuple marocain contre ses oppresseurs.

Mais Mohamed Bennouna n'était pas, ce 5 mars 1973, le seul martyr. Ni, son opération, l'unique exploit d'une guérilla patiemment, longuement et habilement mise sur pied par l'**Organisation de la Révolution populaire armée marocaine**. Si, aux côtés de Bennouna, sont tombés deux autres camarades, un membre de la famille alaouite, Soleiman Alaoui, un fellah qui n'avait jamais fréquenté une école mais qui avait, lui aussi, comme Bennouna, fait le maquis dans la Résistance palestinienne, ainsi que Aït Zayed Al Arabi, les commandos de l'Organisation se sont déployés sur toute l'étendue du territoire, au nord et au sud, à l'est et à l'ouest : à Oujda, à Nador, à Moulay Bouazza, à Casablanca, à Meknès, à Bouarfa... Les attentats ont succédé aux explosifs qui éclataient un peu partout. Bientôt l'insécurité s'installera sur l'ensemble du pays...

Mais quelle est donc cette nouvelle organisation armée ? Quels sont ses objectifs ? Ses perspectives sont-elles de nature à susciter l'espoir de l'écrasante majorité du peuple marocain de voir le régime féodal qui le gouverne renversé au profit d'un gouvernement démocratique véritablement représentatif ? Quels moyens, quelles manœuvres le roi Hassan va-t-il utiliser pour essayer de l'écraser ?

La proclamation publiée par cette organisation définit d'une manière précise les bases sur lesquelles a été prise la décision historique de déclencher une lutte armée pour renverser le régime féodal actuel. En voici les éléments les plus significatifs, tels qu'ils y sont exposés :

« Dans le cadre de la longue lutte politique que les masses populaires marocaines ont menée, soit dans le but de mettre un terme au pouvoir direct du colonialisme dans le pays, soit en vue d'assurer la démocratie socialiste, il nous est apparu

d'une manière évidente que le pouvoir féodal que préside Hassan II est un obstacle fondamental à toute évolution démocratique à l'intérieur de notre pays et constitue un instrument docile entre les mains du colonialisme et du néo-colonialisme. C'est le résultat de la nature même de ce régime féodal sinistre qui détient tous les pouvoirs dans le pays et poursuit une politique tendant à pourchasser les démocrates, à les expulser et à priver les mouvements progressistes nationaux de toute possibilité d'expression. Il nous est également apparu que, dans le cadre de cette répression, une minorité de féodaux ne cesse de s'enrichir au détriment des classes laborieuses tandis que ces dernières demeurent pauvres et misérables [...].

« Face à l'impossibilité d'avoir recours aux moyens de lutte démocratiques à l'intérieur de notre pays et parce que le pouvoir féodal est l'obstacle fondamental à cette évolution, nous avons décidé de déclencher la révolution populaire armée afin de détruire le pouvoir féodal... »

Les objectifs que se tracent les responsables de la révolution armée sont nombreux. Ils rejoignent en tout cas les véritables aspirations nationales de tous les peuples qui luttent pour arracher leur liberté trahie, leur indépendance corrompue et leur dignité bafouée. (Nous publions ci-après des extraits du programme de l'Organisation.)

Le défi qui est ainsi lancé au roi Hassan II est de taille. Ce n'est pas tellement le programme politique de cette organisation qui l'inquiète. A une ou deux exceptions près, il ne diffère pas, pour lui, des revendications des grands partis d'opposition marocains. Mais ce que redoute le roi, c'est la perspective de voir la guérilla s'étendre grâce aux sympathies intérieures et extérieures dont elle peut jouir sans qu'il puisse mobiliser contre elle des forces armées dont il n'a plus la confiance. Il lui reste, bien entendu, la police et la gendarmerie. Mais sans l'armée, qui est privée depuis plusieurs mois de ses munitions, seront-elles en mesure de faire face à une guérilla bien encadrée et politisée ?

Restent diverses manœuvres auxquelles le palais pourrait avoir recours pour essayer de se dégager de l'étau qui se resserre autour de lui.

Il y a d'abord la répression. Une répression sauvage que le sinistre Oufkir avait maintes fois utilisée contre les opposants, réels ou supposés. Avec le colonel Dlimi et le commissaire Driss Basri qu'il vient de nommer à la tête des services de sécurité, Hassan II a voulu indiquer clairement qu'il a choisi, une fois de plus, la voie de la répression brutale, la torture, voire l'élimination physique : après l'exécution des officiers supérieurs marocains accusés d'avoir comploté avec Oufkir pour abattre l'avion du roi, il y a eu d'abord les

colis piégés envoyés aux importants *leaders* de l'opposition de l'U.N.F.P. et de l'Istiqlal, puis les arrestations en masse d'avocats, d'écrivains, de professeurs, d'étudiants... Ce fut aussi la dissolution de l'U.N.E.M. et l'envoi de nombreux progressistes aux « villas des tortures ».

Une autre manœuvre cousue de fil blanc est la recherche d'une cause « nationale » qui mobiliserait le peuple autour du trône ! C'est ainsi que le palais a décidé d'envoyer quelques centaines d'officiers et de soldats sur le front syrien. « Si les Israéliens et les Américains laissent ces militaires marocains traverser la Méditerranée, commentent certains dirigeants de l'opposition marocaine, c'est qu'ils sont d'accord avec le palais sur le rôle à attribuer à ce contingent sur le front syrien. Comment pouvons-nous oublier, en effet, que les troupes marocaines envoyées au Congo à la demande de Lumumba ont été utilisées par les Américains pour préparer l'assassinat du leader congolais et l'arrivée au pouvoir de Mobutu ? Le roi Mohammed V n'avait-il pas présidé à cette époque une réunion du conseil des ministres marocain au cours de laquelle il fut décidé de destituer le général Kettani accusé d'avoir joué la carte américaine ? » (Il est vrai que le roi Mohammed V devait mourir le lendemain et que son fils enterra tout simplement l'affaire.)

D'autres possibilités s'offrent au pouvoir royal en vue de fabriquer une « unité nationale ou arabe face au danger extérieur ». Mais ne sont-elles pas vouées à l'échec ? La tentative grossière d'entraîner, par exemple, l'Algérie dans cette affaire n'a-t-elle pas été vaine face à la promptitude et à l'habileté de la réaction officielle algérienne ?

Une dernière carte : le recours aux puissances étrangères pour aider le régime marocain à combattre la guérilla. Nul doute que le palais s'est rapidement attelé à cette tâche. Les arguments du roi ne sont pas difficiles à imaginer. Aux Occidentaux, dont certains lui fournissent les gorilles qui protègent sa personne, il dira que si la guérilla marocaine venait à réussir, ce serait la tâche d'huile qui, en s'étendant dans le monde arabe et en Afrique, menacerait les intérêts vitaux du « monde libre ». Aux Soviétiques, il invoquera sans difficulté aucune le prétexte d'un maquis inspiré des théories maoïstes sur les guerres de libération nationale. Et aux Chinois pourquoi ne dirait-il pas qu'Américains et Soviétiques sont d'accord pour le remplacer par un régime « moins indépendant » disposé à renoncer à l'élimination des flottes des grandes puissances de la Méditerranée ? Et puis, pourra-t-il ajouter, le fait que ce soit la Libye qui aide les maquisards marocains ne constitue-t-il pas une indication de la véritable identité de ceux qui tirent les ficelles de l'opération ?

Quelle que soit la réaction de ces puissances, la guérilla ne désarmera pas facilement. Déjà, et malgré les affirmations du pouvoir, elle s'implante, se développe, se poursuit. Et les détracteurs qui essayent d'en affaiblir la portée et la signification font implicitement le jeu du pouvoir royal.

Mais pour qu'elle réussisse à atteindre ses objectifs révolutionnaires, à mobiliser le peuple autour de son programme d'action, elle devra devenir « le poisson dans l'eau ». Objectif rendu d'autant plus aisé que l'impopularité du régime dont les deux piliers sont la répression et la corruption est totale, écrasante. C'est le premier martyr de la révolution armée marocaine, Mohamed Bennouna, qui aimait à répéter à ses camarades dans les djebels du Haut-Atlas, là où tant d'autres figures légendaires marocaines sont tombées au début de ce siècle l'arme à la main pour délivrer leur pays du colonialisme et de la trahison de leur roi : « Pour que notre mouvement devienne puissant, efficace et irrésistible, il est essentiel que nos motivations et nos esprits s'unissent, se confondent. Que notre peuple, qui a déjà rejeté le régime qui l'opprime, continue de croire que la voie de la lutte armée est la seule qui lui reste pour l'affranchir de la tyrannie et de la misère... maintenant qu'il a épuisé toutes les autres formes de lutte... »

SIMON MALLEY

UNE REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE

Voici les principaux éléments du programme de l'Organisation de la Révolution populaire armée marocaine :

COMPLETER L'INDEPENDANCE

- Assurer l'unité du territoire national
- Liquider toutes les bases militaires étrangères
- Réaliser l'indépendance économique et politique
- Protéger les eaux territoriales et leurs richesses
- Eliminer toute exploitation féodale et monopoliste.

ASSURER LA DEMOCRATIE

- Créer un régime républicain populaire démocratique qui assurerait aux masses laborieuses le contrôle des moyens de production
- Elire une Assemblée constituante qui établirait une constitution
- Garantir la liberté d'expression et de l'organisation politique et syndicale.

L'EDIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

- Assurer une révolution agraire complète qui rétablirait le droit du fellah à sa terre
- Industrialiser le pays de manière qu'il occupe la place qui lui revient parmi les pays avancés en prenant en toute première considération les besoins des masses laborieuses
- Travailler pour le plein emploi de manière à éliminer le chômage
- Rétablir le contrôle national sur les intérêts économiques nationaux du pays
- Faire de l'éducation le droit et le devoir de chaque citoyen et rendre à notre culture ses traditions arabes et islamiques.

LES STRUCTURES DE L'ETAT

- Reconstruire une administration nouvelle au sein de laquelle les rapports de travail seront guidés par l'intérêt des travailleurs en éliminant la domination du capital
- Faire de l'armée et des organismes de sécurité un instrument révolutionnaire qui protège les intérêts de la patrie et des masses populaires laborieuses.

LA NATION ARABE

- Notre révolution est une partie intégrante de la révolution arabe. La libération de la Palestine est une cause nationale fondamentale. Toute victoire remportée par les forces révolutionnaires dans la nation arabe est une victoire pour les masses arabes
- La construction du Maghreb arabe dans le cadre de l'unité arabe globale est un vœu des masses populaires du Maghreb. C'est la tâche des forces progressistes nationales.

LA POLITIQUE EXTERIEURE

- Appliquer une politique extérieure indépendante non aliénée qui collaborerait avec tous les gouvernements et peuples épris de paix, de démocratie et de justice dans le monde, une politique qui rejette la domination de l'impérialisme dans notre pays, soit directement, soit par l'entremise d'un pouvoir capitaliste, une politique qui soutienne les peuples qui luttent pour leur indépendance économique et politique.